



Gouvernance

BILAN D'ACTIVITÉ

2024



Dans le domaine de la gouvernance, le groupe AFD promeut l'avènement de sociétés justes et solidaires, respectueuses des libertés et des droits du vivant. Les projets financés soutiennent des environnements institutionnel, politique et citoyen à même de renforcer la confiance entre les populations, les États et les institutions et favorisant un développement durable. Pour ce faire, le Groupe accompagne les acteurs du changement, porteurs d'innovation, de réformes et de transformations pour leurs territoires, leurs organisations et leurs populations.

Si l'activité gouvernance s'inscrit prioritairement dans le cadre des Objectifs de développement durable (ODD) 16 et 17, elle contribue aussi à l'atteinte de multiples autres ODD (5, 10, 11, 12, 13).

À travers son portefeuille d'opérations gouvernance, le groupe AFD couvre des thématiques très diverses, sur tout le spectre du contrat social. Ainsi, le champ de la gouvernance comprend le renforcement de l'État de droit et de l'action publique, l'ouverture de l'espace civique et la gouvernance des migrations, l'accompagnement au financement des politiques de développement durable ainsi que la contribution à la stabilisation macroéconomique.

La recrudescence des crises et conflits, les effets du changement climatique, le recul démocratique et leurs impacts croisés sur les mobilités renforcent l'importance des enjeux migratoires dans le développement socioéconomique et le dialogue politique de nos pays partenaires. Ceci se reflète aujourd'hui dans l'activité du groupe AFD comme l'illustre l'augmentation significative du nombre de projets et des investissements sur ce champ.

En 2024, les investissements de l'AFD dans le domaine de la gouvernance ont atteint un volume d'engagement en dons et en prêts de 522 millions d'euros, soit un volume cumulé de 8,2 milliards d'euros depuis 2016¹.

¹ Ces données concernent uniquement l'entité AFD, celles relatives à Expertise France sont présentées en page 11.

La stratégie gouvernance du groupe AFD

Le groupe AFD porte l'ambition de faire de la gouvernance un véritable outil de transformation des sociétés, de consolidation de l'action publique et d'accélération des transitions, dans un contexte international très affecté par les crises climatiques et environnementales, par le recul démocratique, la persistance des inégalités et les risques inhérents au numérique.



POUR ALLER
PLUS LOIN

Notre activité gouvernance s'articule autour de 4 grands axes :



CONTRIBUER À DES SOCIÉTÉS PLUS OUVERTES ET SOLIDAIRES

Promouvoir la vitalité démocratique, la transparence et la redevabilité de l'action publique, l'ouverture et le maintien de l'espace civique et le droit à une information fiable, socles de politiques publiques inclusives, favorables à la réduction des inégalités et au respect des droits humains.



RENFORCER L'ÉTAT DE DROIT ET L'ACTION PUBLIQUE

Accompagner la transformation des administrations et la délivrance de services publics à tous les échelons du territoire, garantir l'accès à la justice et aux droits, réduire et gérer les risques de catastrophes.



ACCOMPAGNER LE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Faire des finances publiques un outil au service des transitions et du développement durable et canaliser les ressources et investissements, dont celles des diasporas.



CONTRIBUER À LA STABILISATION MACROÉCONOMIQUE ET À LA RÉPONSE AUX CRISES

Apporter, à la demande de l'État français, des financements en réponse à des crises économiques, sociales, environnementales et sécuritaires.

L'approche Groupe

Avec l'intégration d'Expertise France début 2022, le groupe AFD dispose d'outils complémentaires pour accompagner tous ses partenaires. Expertise France mobilise notamment, sur les financements de l'AFD, de l'expertise française et européenne, afin d'appuyer la définition et la mise en œuvre de politiques publiques durables.

177 M€

mobilisés par Expertise France sur les sujets de gouvernance, dont **23 M€** sur fonds de l'AFD

Notre activité gouvernance en 2024²

522 M€

engagés dans le domaine
de la gouvernance³

93

nouveaux
projets financés



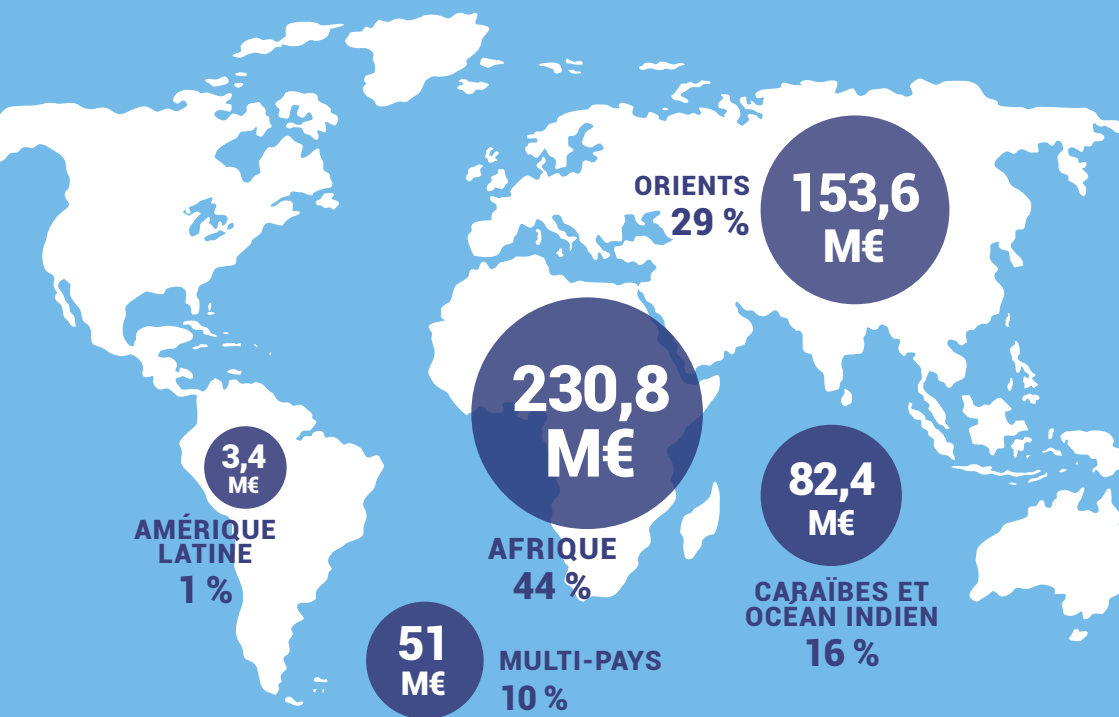
Plus de

8,2 MD€

engagés depuis 2016

Répartition par région

En 2024, l'essentiel de l'activité gouvernance de l'AFD se concentre en Afrique.



Les engagements de l'AFD sur la gouvernance ont une forte prévalence de co-bénéfices en lien avec les orientations stratégiques du Groupe :

62 %



des financements
contribuent à la
réduction des inégalités
femmes-hommes

55 %



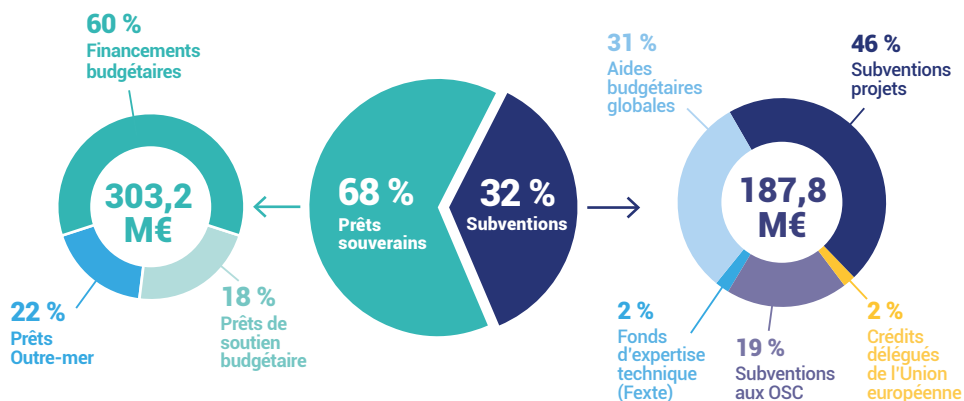
des financements favorisent
le développement participatif
et la bonne gestion des
affaires publiques

² Ces données concernent uniquement l'entité AFD, celles relatives à Expertise France sont présentées en page 11.

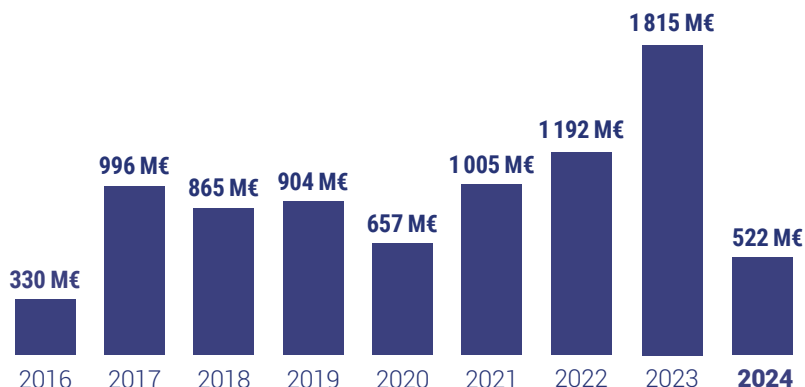
³ La baisse des engagements observée en 2024 est concomitante à l'arrêt des activités de l'AFD dans le Sahel.

Répartition par outil financier

En 2024, l'AFD a été en mesure de mobiliser toute sa palette d'outils financiers, dont principalement le prêt souverain. Près de la moitié des prêts souverains sont des financements budgétaires qui permettent un dialogue approfondi sur les politiques publiques.



Évolution des engagements (en M€)

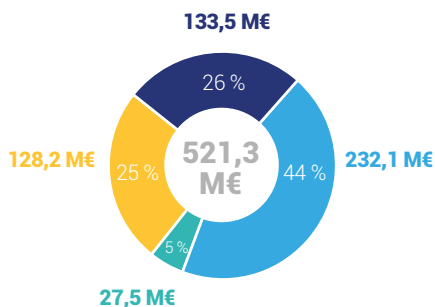


Thématiques d'intervention

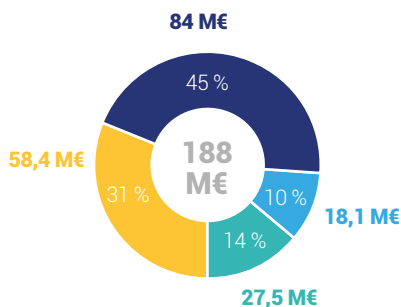


- Sociétés ouvertes et solidaires
- État de droit et action publique responsable
- Financement du développement durable
- Stabilisation macroéconomique et réponse aux crises

Répartition des financements
(dons + prêts) par thématique



Répartition des dons
par thématique



Dans son approche de la gouvernance, l'AFD travaille avec l'ensemble des acteurs impliqués dans la gestion et la régulation des ressources, des intérêts et des pouvoirs (États, organisations de la société civile, collectivités territoriales, communautés, collectifs citoyens et professionnels, entreprises publiques et privées).

Gouvernance et climat

En 2024, l'AFD a investigué le rôle que peut jouer la gouvernance pour lutter contre le changement climatique et ses effets et protéger les écosystèmes. Deux documents de recherche ont été publiés afin d'alimenter le dialogue de politiques publiques et enrichir son offre de services :



■ « Agir pour le climat , en quoi est-ce une affaire de gouvernance ? », Louise Guillon et Audrey Perraud

■ « Les Achats publics durables » : un levier pour l'atteinte des objectifs de développement durable, Hélène Ehrhart, Edyner Siribié et Farid Yaker



Contribuer à des sociétés plus ouvertes et solidaires

Notre ambition est de contribuer à l'avènement de sociétés justes, solidaires et respectueuses des libertés. Pour cela, l'AFD promeut l'établissement d'un dialogue continu entre les autorités publiques et les citoyens, la transparence de l'action publique, l'ouverture de l'espace civique et le droit à une information fiable. Elle soutient un contrat social qui protège les libertés individuelles, contribue aux processus de paix et promeut des migrations sûres, ordonnées et régulières, dans le respect des droits des personnes migrantes. Ses interventions participent à réduire les inégalités multidimensionnelles, dont les inégalités femmes-hommes, à lutter contre les vulnérabilités liées aux migrations contraintes, et à améliorer le vivre-ensemble. Compte tenu de l'importance grandissante de l'enjeu migratoire dans le monde, le Groupe a développé un plan d'action spécifique dédié aux migrations*.

*Voir Plan d'action Migrations page 9



**La participation
citoyenne et
les processus
démocratiques**



**Les médias
et le droit à
l'information**



**La réduction des
inégalités, la cohésion
sociale et la gouvernance
des migrations**

134 M€ engagés en 2024 pour des sociétés ouvertes,
solidaires et respectueuses des libertés

Bangladesh, Colombie, Éthiopie et Ukraine



Promouvoir la participation des femmes dans la prévention et la réponse aux crises

Le projet Women Lead in Emergencies a pour objectif d'accroître la participation et le leadership des femmes dans la prévention des conflits, la consolidation de la paix et la résilience au changement climatique, conformément à l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité. Quatre organisations de défense des droits des femmes seront appuyées pour mener à bien leurs actions en faveur de la paix, de la sécurité humaine et de la résilience au changement climatique. À l'échelle communautaire, 78 groupes de femmes seront accompagnés pour prévenir les crises, se protéger des violences et participer davantage à la vie citoyenne.



Subvention (7 M€)

Renforcer l'État de droit et l'action publique

Notre ambition est de soutenir une action publique performante, transparente et redevable, au service de l'intérêt général. Pour cela, l'AFD accompagne la transformation des administrations publiques en faveur d'institutions compétentes, efficaces et responsables, garantes des libertés et des droits, de la mise en œuvre des politiques publiques et de l'accès aux services publics.

L'AFD met l'accent sur les administrations centrales et déconcentrées, ainsi que sur les collectivités territoriales et les services publics de proximité et appuie également les corps de contrôle (Cour des comptes, inspections générales et sectorielles) avec l'objectif de répondre à l'ensemble des besoins des populations de manière équitable et qualitative.



**L'État de droit,
l'accès à la justice
et le respect des
droits humains**



**Une action publique
moderne et performante,
au plus proche des territoires
et des citoyens**



**La gouvernance
et la gestion
des risques
de catastrophes**

232 M€ engagés en 2024 pour une action publique responsable et la consolidation de l'État de droit

Jordanie

Moderniser le secteur public



La Jordanie s'est engagée dans la modernisation, la transparence et la redevabilité de son secteur public. L'AFD accompagne, via un prêt budgétaire, la mise en œuvre de cet ambitieux programme de réformes, qui porte notamment sur les services publics (numérisation et accessibilité), sur les aspects de planification, de gestion des ressources humaines publiques et de féminisation du secteur. Il permettra le lancement d'une plateforme de participation en ligne pour recueillir l'avis des citoyens jordaniens sur les réformes en cours. Enfin, le ministère de l'Éducation sera accompagné dans ses efforts de restructuration interne et de modernisation de sa gestion des ressources humaines.



Financement budgétaire en prêt (150 M€)

Financement du développement durable

Notre ambition est d'accompagner les États à mobiliser au mieux leurs ressources, pour des transitions justes et durables. Premiers financeurs du développement, ils jouent un rôle de catalyseur pour aiguiller les interventions du secteur privé vers des investissements plus durables. Les finances publiques, tout comme les investissements des diasporas, sont un levier fort de financement des transitions, permettant de réconcilier l'objectif de sociétés justes et solidaires avec celui de lutte contre le changement climatique. Les appuis de l'AFD doivent permettre aux États et aux collectivités de capter, programmer, mobiliser et exécuter leurs ressources financières, conformément à l'atteinte d'objectifs de long terme et afin de retrouver une plus grande souveraineté fiscale.

**La quantification
et la budgétisation
des transitions**



**La mobilisation
des ressources
intérieures
et l'exécution
budgétaire**



**La canalisation
des ressources
non publiques, dont
celles du secteur privé
et des diasporas**

28 M€ engagés en 2024
pour des finances publiques durables

Migrations et développement



Le Groupe intensifie ses engagements en faveur de la gouvernance des migrations : 730 M€ ont ainsi été mobilisés entre 2017 et 2024 sur fonds de l'AFD et de l'UE, dont 130 M€ en 2024. Les investissements visant à prévenir la migration irrégulière, lutter contre le trafic de migrants et la traite des êtres humains, et accompagner le retour, ont été multipliés par 10 par rapport à 2023.

Un plan d'action Groupe « Migrations et développement » décline les nouvelles orientations stratégiques et positionne le Groupe sur tous les piliers du Plan d'action conjoint de La Valette⁴. Il s'articule autour de trois priorités d'action :

- **Valoriser les apports des migrations en faveur du développement**
- **Promouvoir des migrations sûres, ordonnées et régulières, garantissant le respect des droits fondamentaux des personnes migrantes**
- **Lutter contre les vulnérabilités liées aux migrations contraintes**

130 M€

investis en 2024 par le groupe AFD dans le secteur des migrations, dont près de 24 M€ sur la prévention de la migration irrégulière, la lutte contre le trafic de migrants et la traite, et l'accompagnement de la réintégration

⁴ Le Plan d'action conjoint de La Valette (2015) définit cinq domaines prioritaires pour le renforcement de la gouvernance des migrations entre l'Europe et l'Afrique.

Stabilisation macroéconomique

À la demande de l'État français, l'AFD intervient pour apporter des financements en réponse à des chocs (crise économique, sécheresse, conflit, etc.). Ces financements doivent permettre d'injecter rapidement, et généralement de façon conjointe avec d'autres bailleurs de fonds, les liquidités nécessaires à la stabilisation d'une crise.

128 M€ engagés en 2024 en réponse aux crises et au bénéfice de la stabilisation macroéconomique

Éthiopie

Appuyer le programme de réformes économiques



Avec un taux de croissance annuel moyen de 10,8 %, représentant deux fois la moyenne de l'Afrique subsaharienne, l'Éthiopie a connu une forte croissance économique jusqu'en 2020. Depuis cette date, le pays fait face à un ralentissement de sa croissance, notamment dû aux effets du Covid, du changement climatique et des conflits internes. En réponse, le gouvernement éthiopien a entrepris un important programme de réformes économiques – Home Grown Economic Reforms – que la France s'est engagée à soutenir. Cette aide budgétaire, assortie d'une assistance technique, permettra de développer des partenariats publics et privés, d'entreprendre la réforme des entreprises publiques tout en aidant à la transformation structurelle du système financier.

Financement budgétaire en subvention **(25 M€)**

Assistance technique en subvention **(3,5 M€)**



L'activité gouvernance d'Expertise France

Expertise France est l'opérateur du Groupe en charge de la mise en œuvre des projets de coopération technique dans le champ large de la gouvernance : gestion des finances publiques, migrations, genre, droits humains, justice, réforme de l'État et gouvernance locale, réduction des risques de catastrophe.

65 %

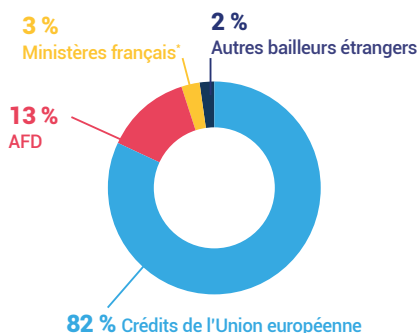
du chiffre d'affaires
gouvernance
d'Expertise France
réalisé en Afrique en 2024

+ de 800

structures ont bénéficié en 2024 d'un
renforcement de capacités sur la gouvernance
démocratique, économique et financière,
dont 106 collectivités locales.

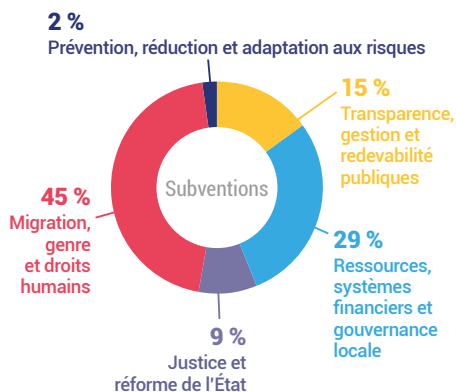
Pour exercer sa mission, Expertise France s'appuie en particulier sur l'écosystème public français, aussi bien les administrations centrales (Direction générale des finances publiques, Direction générale du numérique, Direction interministérielle de la transformation publique, ministère de la Justice, Direction générale de l'administration et de la fonction publique, Direction de la coopération de sécurité et de défense, etc.), que les corps de contrôle (Cour des comptes, Inspection générale des finances, etc.) ou les écoles de formation (École nationale de la magistrature, Institut national du service public), l'Assemblée nationale et le Sénat ou les collectivités françaises.

Origine des fonds mobilisés par Expertise France pour les projets signés en 2024



*Ministère de l'Économie et des Finances, ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, ministère des Armées.

Répartition thématique des projets signés en 2024 par Expertise France



En miroir de la baisse du niveau d'engagement de l'AFD dans le secteur de la gouvernance entre 2023 et 2024, Expertise France a principalement mobilisé les fonds de l'Union européenne.

Pour un monde en commun

Le groupe AFD finance et accélère les transitions pour un monde plus juste, sûr et résilient, en s'engageant pour les populations avec ses partenaires, partout dans le monde. Fort de ses entités complémentaires – l'Agence française de développement pour les financements publics, Proparco pour l'investissement privé responsable, et Expertise France pour l'expertise technique – le Groupe répond à tous les enjeux liés au développement durable.

Engagé dans plus de 160 pays ainsi que dans les Outre-mer, il adapte ses interventions aux réalités du terrain, soutenant activement les initiatives locales. Avec plus de 4 000 projets alignés sur les Objectifs de développement durable (ODD), le groupe AFD, au nom des Français, mobilise tous les acteurs engagés dans le développement économique et la préservation des biens communs : le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes ou encore la santé mondiale. Du côté des autres, pour un monde en commun.



www.afd.fr - Twitter : @AFD_France - Facebook : AFDOfficiel
Instagram : afd_france - LinkedIn : Agence française de développement
5, rue Roland-Barthes - 75598 Paris Cedex 12 - France
Tél : +33 1 53 44 31 31